

Voor de berekening van het vakantiegeld worden in aanmerking genomen de perioden gedurende welke het personeelslid :

- 1° zijn bezoldiging geheel of gedeeltelijk heeft genoten;
- 2° met ouderschapsverlof was;
- 3° afwezig is geweest in het kader van een geboorte, zoals bepaald in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971;
- 4° afwezig is geweest wegens georganiseerde werkonderbreking;
- 5° niet in dienst kon treden of zijn ambtsverrichtingen heeft geschorst krachtens de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, of krachtens de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, met uitsluiting van de wederoproeping om tuchtrekenen.

§ 2 - Het vakantiegeld bepaald met toepassing van § 1 wordt desgevallend naar de hogere eurocent afgerond.

§ 3 - De klassering van de personeelsleden in de niveaus vermeld in § 1 gebeurt in de bijlage bij dit besluit door middel van de weddeschalen verbonden aan de graden van het personeel. »

Art. 2. Voorliggend besluit heeft uitwerking op 1 mei 2003, met uitzondering van de regeling voor de jonggediplomeerden, welke op 1 mei 2007 uitwerking heeft.

Art. 3. De Minister bevoegd inzake Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 19 juni 2007.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President, Minister van Lokale Besturen,

K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

O. PAASCH

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3820

[2007/202796]

30 AOUT 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au montant maximal et aux conditions d'attribution des jetons de présence des membres des organes de gestion et des émoluments du président et d'un vice-président du conseil d'administration d'une société de logement de service public

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement institué par le décret du 29 octobre 1998, notamment l'article 148^{quater} tel qu'inséré par le décret du 23 novembre 2006 portant modification du Code wallon du Logement;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation coordonné par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004, confirmé par le décret du 27 mai 2004, portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 coordonné par l'arrêté royal du 10 avril 1992 portant coordination des dispositions légales relatives aux impôts sur les revenus;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 43.331/2/V, donné le 18 juillet 2007, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'il convient d'uniformiser les pratiques de rémunération des membres des organes de gestion des sociétés de logement de service public en application des principes retenus par le Gouvernement wallon en date du 1^{er} mars 2007 pour les rémunérations afférentes à des mandats dérivés;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er} — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° Code : le Code wallon du Logement;
- 2° Ministre : le Ministre du Logement;
- 3° Société wallonne : la Société wallonne du Logement;
- 4° société : la société de logement de service public.

CHAPITRE II. — Des jetons de présence alloués aux membres du conseil d'administration et des autres organes de gestion ainsi qu'au président et à un vice-président du conseil d'administration

Section 1^{re}. — Des jetons de présence alloués aux membres du conseil d'administration et des autres organes de gestion

Art. 2. § 1^{er}. Le montant du jeton de présence à une réunion du conseil d'administration alloué par l'assemblée générale de la société aux administrateurs ne peut être supérieur au montant du jeton de présence d'un conseiller provincial en vertu de l'article L2212-7, alinéas 2 et 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

§ 2. Sans préjudice de l'application de l'alinéa 2 du présent paragraphe, aucun avantage en nature ne peut être octroyé aux administrateurs en sus du jeton de présence.

Pour l'application du présent article, ne sont pas considérés comme des avantages en nature l'assurance contractée par la société pour couvrir la responsabilité civile, y compris l'aide judiciaire, qui vient à charge, à titre personnel, des administrateurs lors de l'exercice normal de leur fonction ainsi que l'assurance tous risques que la société contracte pour couvrir les risques encourus par les membres du conseil d'administration utilisant leur véhicule personnel dans le cadre de leurs fonctions à l'occasion de déplacements autorisés par l'organe compétent.

Art. 3. § 1^{er}. Un jeton de présence peut être alloué par l'assemblée générale aux membres d'un organe de gestion autre que le conseil d'administration, en ce compris aux membres désignés par le conseil d'administration pour faire partie du comité d'attribution de logements.

§ 2. Le montant de ce jeton de présence ne peut dépasser la valeur du jeton de présence attribué en vertu de l'article 2 du présent arrêté.

Art. 4. § 1^{er}. Sous réserve de l'application du § 2 du présent article, un jeton de présence peut être octroyé par réunion à laquelle un administrateur participe.

La présence de chacun des membres est actée au procès-verbal de la réunion.

§ 2. Il ne peut être accordé au même membre qu'un jeton de présence par jour, quels que soient la nature et le nombre de réunions auxquelles il a assisté.

Section 2. — Des jetons de présence alloués au président et à un vice-président du conseil d'administration.

Art. 5. L'assemblée générale de la société peut octroyer des jetons de présence au président et à un vice-président dans le respect des articles 2 à 4 et 6 à 8 du présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Des émoluments et jetons de présence alloués au président*

Art. 6. § 1^{er}. Le montant annuel brut des émoluments et jetons de présence alloués par l'assemblée générale au président du conseil d'administration ne peut dépasser le montant maximal mentionné dans le tableau ci-après. Les montants maxima d'émoluments et jetons de présence résultent de l'addition des points selon les paramètres et la méthode de calcul déterminés à l'annexe du présent arrêté :

Paramètres de la société	Montant maximal des émoluments et jetons de présence
de 1 à 1,5	7.141 EUR
de 1,75 à 2,25	10.711 EUR
de 2,5 à 3	14.282 EUR
de 3,25 à 3,75	17.852 EUR
4	21.422 EUR

Les montants maximaux des émoluments et jetons de présence sont liés aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

Ils sont rattachés à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990. Les émoluments et jetons de présence sont payés mensuellement.

§ 2. Les montants maximaux visés au § 1^{er} comprennent la valeur des avantages de toute nature au sens des articles 31, alinéa 2, 2^o, et 36 du Code des impôts sur les revenus 1992 et de ses arrêtés d'application.

Pour l'application du présent article, ne sont pas considérés comme des avantages en nature l'assurance contractée par la société pour couvrir la responsabilité civile, y compris l'aide judiciaire, qui vient à charge, à titre personnel, des administrateurs lors de l'exercice normal de leur fonction ainsi que l'assurance tous risques que la société contracte pour couvrir les risques encourus par les membres du conseil d'administration utilisant leur véhicule personnel dans le cadre de leurs fonctions à l'occasion de déplacements autorisés par l'organe compétent.

CHAPITRE IV. — *Des émoluments et jetons de présence alloués au vice-président*

Art. 7. L'assemblée générale de la société ne peut allouer d'émoluments qu'à un vice-président du conseil d'administration de ladite société.

Art. 8. Le montant annuel brut des émoluments et jetons de présence alloués par l'assemblée générale au vice-président ne peut dépasser la moitié du montant des émoluments et jetons de présence octroyés, par cette même assemblée générale, au président du conseil d'administration.

Les dispositions de l'article 6, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, et § 2, sont d'application.

CHAPITRE V. — *Dispositions communes*

Art. 9. Pour la période pendant laquelle le commissaire spécial désigné par le Gouvernement se substitue aux organes de la société, aucun émoluments n'est dû au président et au vice-président.

Art. 10. Dans le cas où un administrateur remplace le président ou le vice-président pour un terme ininterrompu d'un mois au moins, il bénéficie des émoluments visés aux articles 6 ou 8 du présent arrêté.

Le président ou le vice-président qui est absent plus d'un mois ininterrompu ne bénéficie pas, par mois d'absence à partir du deuxième mois, des émoluments lui alloués en application de l'article 6 ou 8 du présent arrêté.

Art. 11. Lorsque par suite de l'octroi des émoluments visés aux articles 6 et 8, ou des jetons de présence visés aux articles 2 et 3, d'autres rémunérations, indemnités ou allocations légales ou réglementaires sont réduites ou supprimées, l'assemblée générale peut diminuer le montant des émoluments ou jetons de présence de la personne concernée. En cas de changement de sa situation pécuniaire, l'intéressé peut demander à l'assemblée générale la révision de la réduction de ses émoluments ou jetons de présence.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 août 2007

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ANNEXE

Méthode de calcul visée à l'article 5

Pour chaque paramètre, la société obtient des points.

Population desservie :

- Population de 0 à 75 000 habitants : 0,25
- Population de plus de 75 000 à 250 000 habitants : 0,5
- Population de plus de 250 000 à 450 000 habitants : 0,75
- Population de plus de 450 000 habitants : 1.

Les chiffres de la population considérés sont ceux arrêtés par le Gouvernement wallon conformément à l'article L 1121-3, alinéa 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Lorsqu'une commune est desservie par plusieurs sociétés, chaque société se voit attribuer fictivement un nombre d'habitants en pondérant les chiffres de la population de la commune avec le nombre de logements gérés par chaque société.

Exemple : si une commune comporte 1 000 habitants et relève à la fois de la société A (30 logements gérés) et de la société B (20 logements gérés), la société A se verra attribuer fictivement une population desservie de 600 habitants et la société B de 400.

Chiffre d'affaires :

- Chiffre d'affaires de 0 à 2.750.000 EUR : 0,25
- Chiffre d'affaires de plus de 2.750.000 EUR à 15.500.000 EUR : 0,5
- Chiffre d'affaires de plus de 15.500.000 EUR à 55.500.000 EUR : 0,75
- Chiffre d'affaires de plus de 55.500.000 EUR : 1.

Le chiffre d'affaires (compte 70) considéré est celui repris dans les derniers comptes annuels déposés à la Banque nationale et validés par la Société wallonne.

En cas de fusion, les chiffres considérés résultent de l'addition des chiffres d'affaires des sociétés concernées.

Personnel occupé :

- Moins de 10 personnes occupées : 0,25
- De plus de 10 à 40 personnes occupées : 0,5
- De plus de 40 à 250 personnes occupées : 0,75
- Plus de 250 personnes occupées : 1.

Le nombre de personnes occupées est calculé en équivalents temps plein.

Le nombre de personnes occupées considéré est celui figurant dans les indicateurs de gestion les plus récents, validés par la Société wallonne.

En cas de fusion ou de restructuration d'une société postérieure à la date du 31 décembre 2005, le nombre de personnes occupées pris en référence est celui figurant dans le rapport de fusion ou de restructuration.

Logements gérés :

- Moins de 500 logements gérés : 0,25
- Entre 500 et 1 000 logements gérés : 0,5
- Entre 1 000 et 2 000 logements gérés : 0,75
- Plus de 2 000 logements gérés : 1.

Le nombre de logements gérés considéré est celui figurant dans les indicateurs de gestion les plus récents, validés par la Société wallonne.

En cas de fusion ou de restructuration d'une société postérieure à la date du 31 décembre 2005, le nombre de logements gérés pris en référence est celui figurant dans le rapport de fusion ou de restructuration.

Total des points : les points obtenus par la société en fonction des 4 paramètres sont additionnés. Le résultat pour chaque société, allant de 1 à 4, permet de déterminer le plafond maximal des émoluments et jetons de présence attaché à la société.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 relatif au montant maximal et aux conditions d'attribution des jetons de présence des membres des organes de gestion et des émoluments du président et d'un vice-président du conseil d'administration d'une société de logement de service public.

Namur, le 30 août 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 3820

[2007/202796]

30. AUGUST 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung über den Höchstbetrag und die Gewährungsbedingungen der Anwesenheitsgelder zugunsten der Mitglieder der Verwaltungsorgane, und der Bezüge des Vorsitzenden und eines stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des durch das Dekret vom 29. Oktober 1998 eingeführten Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere Artikel 148^{quater}, in seiner durch das Dekret vom 23. November 2006 zur Abänderung des Wallonischen Wohngesetzbuches abgeänderten Fassung;

Aufgrund des durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 2004 koordinierten Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, bestätigt durch das Dekret vom 27. Mai 2004 zur Kodifizierung der Gesetzgebung betreffend die lokalen Behörden;

Aufgrund des Einkommensteuergesetzbuches 1992, in seiner durch den Königlichen Erlass vom 10. April 1992 zur Koordinierung der Gesetzesbestimmungen über Einkommensteuern koordinierten Fassung;

Aufgrund des am 18. Juli 2007 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1^o der Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 43.331/2/V;

In der Erwägung, dass die Methoden zur Entlohnung der Mitglieder der Verwaltungsorgane der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes in Anwendung der am 1. März 2007 von der Wallonischen Regierung festgehaltenen Grundsätze für die Entlohnungen betreffend abgeleitete Mandate zu vereinheitlichen sind;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o Gesetzbuch: das Wallonische Wohngesetzbuch;

2^o Minister: der Minister des Wohnungswesens;

3^o "Société wallonne": die "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft);

4^o Gesellschaft: die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes.

KAPITEL II — *Anwesenheitsgelder, die den Mitgliedern des Verwaltungsrats und der sonstigen Verwaltungsorgane sowie dem Vorsitzenden und einem stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats gewährt werden*

Abschnitt 1 — Anwesenheitsgelder, die den Mitgliedern des Verwaltungsrats und der anderen Verwaltungsorgane gewährt werden.

Art 2 - § 1. Der Betrag des von der Generalversammlung einer Gesellschaft den Mitgliedern des Verwaltungsrats gewährten Anwesenheitsgeldes für eine Sitzung des Verwaltungsrats darf den Betrag des Anwesenheitsgeldes eines Provinzialratsmitglieds kraft Artikel L2212-7, Absätze 2 und 3, des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung nicht übertreffen.

§ 2. Unbeschadet der Anwendung des 2. Absatzes vorliegenden Paragraphen darf den Verwaltungsratsmitgliedern zuzüglich zum Anwesenheitsgeld keine Naturalvergütung gewährt werden.

Bei der Anwendung vorliegenden Artikels gelten die Versicherung, die die Gesellschaft zur Deckung der Haftpflicht, einschließlich des juristischen Beistands, die den Verwaltungsratsmitgliedern bei der normalen Ausführung ihres Amtes persönlich zu Lasten kommt, abgeschlossen hat, sowie die Gesamtversicherung, die die Gesellschaft abschließt, um die Mitglieder des Verwaltungsrats abzudecken, die ihr eigenes Kraftfahrzeug im Rahmen ihres Amtes für vom zuständigen Organ erlaubten Fahrten benutzen, nicht als Naturalvergütung.

Art. 3 - § 1. Die Generalversammlung kann den Mitgliedern eines anderen Verwaltungsorgans als des Verwaltungsrats, einschließlich der Mitglieder, die vom Verwaltungsrat benannt werden, um dem Ausschuss für die Zuteilung der Wohnungen anzugehören, ein Anwesenheitsgeld gewähren.

§ 2. Der Betrag dieses Anwesenheitsgeldes darf den Wert des kraft Artikel 2 vorliegenden Erlasses gewährten Anwesenheitsgeldes nicht übertreffen.

Art. 4 - § 1. Vorbehaltlich der Anwendung von § 2 vorliegenden Artikels kann ein Anwesenheitsgeld pro Sitzung, an der ein Verwaltungsratsmitglied teilnimmt, gewährt werden.

Die Anwesenheit jedes der Mitglieder wird im Sitzungsprotokoll beurkundet.

§ 2. Ein und demselben Mitglied darf pro Tag nur ein Anwesenheitsgeld gewährt werden, was die Art und die Anzahl der Sitzungen, denen er beigewohnt hat, auch sein mag.

Abschnitt 2 — Anwesenheitsmarken, die dem Vorsitzenden und einem stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats gewährt werden

Art. 5 - Die Generalversammlung der Gesellschaft kann dem Vorsitzenden und einem stellvertretenden Vorsitzenden unter Beachtung der Artikel 2 bis 4 und 6 bis 8 vorliegenden Erlasses Anwesenheitsgelder gewähren.

KAPITEL III — *Bezüge und Anwesenheitsgelder, die dem Vorsitzenden gewährt werden*

Art. 6 - § 1. Der Bruttojahresbetrag der Bezüge und Anwesenheitsgelder, die die Generalversammlung dem Vorsitzenden des Verwaltungsrates gewährt, darf den in der nachstehenden Tabelle erwähnten Höchstbetrag nicht überschreiten. Die Höchstbeträge der Bezüge und Anwesenheitsgelder ergeben sich aus der Summierung der Punkte nach den Parametern und der Berechnungsmethode, die in der Anlage zum vorliegenden Erlass festgelegt sind:

Parameter der Gesellschaft	Höchstbetrag der Bezüge und Anwesenheitsgelder
1 bis 1,5	7.141 EUR
1,75 bis 2,25	10.711 EUR
2,5 bis 3	14.282 EUR
3,25 bis 3,75	17.852 EUR
4	21.422 EUR

Die Höchstbeträge der Bezüge und Anwesenheitsgelder sind an die Schwankungen des Preisindex gebunden in Übereinstimmung mit den Regeln, die im Gesetz vom 1. März 1977 zur Regelung der Verbindung gewisser Ausgaben des öffentlichen Sektors mit dem Verbraucherpreisindex des Königreichs vorgeschrieben sind.

Sie sind an den Leitindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden. Die Bezüge und Anwesenheitsgelder werden monatlich gezahlt.

§ 2. Die Höchstbeträge nach § 1 umfassen den Wert der Vorteile jeglicher Art nach Artikel 31, Absatz 2, 2°, und 36 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 und seiner Durchführungserlasse.

Bei der Anwendung vorliegenden Artikels gelten die Versicherung, die die Gesellschaft zur Deckung der Haftpflicht, einschließlich des juristischen Beistands, die den Verwaltungsratsmitgliedern bei der normalen Ausführung ihres Amtes persönlich zu Lasten kommt, abgeschlossen hat, sowie die Gesamtversicherung, die die Gesellschaft abschließt, um die Mitglieder des Verwaltungsrats abzudecken, die ihr eigenes Kraftfahrzeug im Rahmen ihres Amtes für vom zuständigen Organ erlaubten Fahrten benutzen, nicht als Naturalvergütung.

KAPITEL IV — *Bezüge und Anwesenheitsgelder, die dem stellvertretenden Vorsitzenden gewährt werden*

Art. 7 - Die Generalversammlung der Gesellschaft kann nur einem stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats besagter Gesellschaft Bezüge gewähren.

Art. 8 - Der Bruttojahresbetrag der Bezüge und Anwesenheitsgelder, die die Generalversammlung dem stellvertretenden Vorsitzenden gewährt, darf die Hälfte der Bezüge und Anwesenheitsgelder, die diese Generalversammlung dem Vorsitzenden des Verwaltungsrats gewährt, nicht überschreiten.

Die Bestimmungen von Artikel 6 § 1, Abs. 2 und 3, und § 2 sind anwendbar.

KAPITEL V — *Gemeinsame Bestimmungen*

Art. 9 - Für den Zeitraum, während dessen der von der Regierung benannte Sonderkommissar an die Stelle der Organe der Gesellschaft tritt, werden dem Vorsitzenden und dem stellvertretenden Vorsitzenden keine Bezüge geschuldet.

Art. 10 - In dem Fall, wo ein Verwaltungsratsmitglied den Vorsitzenden oder stellvertretenden Vorsitzenden für einen ununterbrochenen Zeitraum von wenigstens einem Monat ersetzt, hat dieses Anspruch auf die Bezüge, die in Art. 6 oder 8 vorliegenden Erlasses erwähnt sind.

Der Vorsitzende oder stellvertretende Vorsitzende, der während mehr als eines ununterbrochenen Monats abwesend ist, hat pro Monat Abwesenheit ab dem zweiten Monat keinen Anspruch auf die Bezüge, die ihm in Anwendung von Artikel 6 oder 8 vorliegenden Erlasses gewährt werden.

Art. 11 - Wenn infolge der Gewährung der in Artikel 6 und 8 erwähnten Bezüge oder der in Artikel 2 und 3 erwähnten Anwesenheitsgelder, andere gesetzliche oder ordnungsmäßige Entlohnungen, Vergütungen oder Zulagen gekürzt oder abgeschafft werden, kann die Generalversammlung den Betrag der Bezüge oder Anwesenheitsgelder der betreffenden Person kürzen. Bei einer Änderung seiner finanziellen Stellung kann der Betreffende bei der Generalversammlung die Revision der Kürzung seiner Bezüge oder Anwesenheitsgelder beantragen.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 13 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. August 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

ANLAGE

Berechnungsmethode nach Artikel 5

Für jeden Parameter erhält die Gesellschaft Punkte.

Betreute Bevölkerung :

- Bevölkerung von 0 bis 75 000 Einwohnern: 0,25
- Bevölkerung von mehr als 75 000 bis 250 000 Einwohnern: 0,5
- Bevölkerung von mehr als 250 000 bis 450 000 Einwohnern: 0,75
- Bevölkerung von mehr als 450 000 Einwohnern: 1

Die in Betracht kommenden Bevölkerungszahlen sind diejenigen, die von der Wallonischen Regierung in Übereinstimmung mit Artikel L 1121-3, Abs. 3 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung verabschiedet worden sind.

Wenn eine Gemeinde von mehreren Gesellschaften betreut wird, erhält jede Gesellschaft eine fiktive Anzahl Einwohner durch Gewichtung der Bevölkerungszahlen der Gemeinde mit der Anzahl Wohnungen, die von jeder Gesellschaft verwaltet werden.

Beispiel: Wenn eine Gemeinde 1 000 Einwohner zählt und von der Gesellschaft A (die 30 Wohnungen verwaltet) und der Gesellschaft B (die 20 Wohnungen verwaltet) betreut wird, so erhält die Gesellschaft A eine fiktive Bevölkerungszahl von 600 und die Gesellschaft B von 400 Einwohnern.

Umsatz:

- Umsatz von 0 bis 2.750.000 EUR: 0,25
- Umsatz von mehr als 2.750.000 bis 15.500.000 EUR: 0,5
- Umsatz von mehr als 15.500.000 bis 55.500.000 EUR: 0,75
- Umsatz von mehr als 55.500.000 EUR: 1.

Der in Betracht kommende Umsatz (Konto 70) ist derjenige, der in der letzten bei der Nationalbank hinterlegten und von der "Société wallonne" bestätigten Jahresrechnung erwähnt ist.

Im Falle eines Zusammenschlusses ergeben sich die in Betracht kommenden Zahlen aus der Summierung der Umsätze der betroffenen Gesellschaften.

Beschäftigtes Personal:

- Weniger als 10 beschäftigte Personen: 0,25
- Mehr als 10 bis 40 beschäftigte Personen: 0,5
- Mehr als 40 bis 250 beschäftigte Personen: 0,75
- Mehr als 250 beschäftigte Personen: 1.

Die Anzahl der beschäftigten Personen wird in Vollzeiteneinheiten berechnet.

Die in Betracht kommende Anzahl Personen ist diejenige die in den letzten, von der "Société wallonne" validierten Verwaltungsindikatoren zum Vorschein kommt.

Im Falle einer Fusion oder Umstrukturierung einer Gesellschaft, die nach dem 31. Dezember 2005 stattgefunden hat, entspricht die Anzahl der in Bezug genommenen beschäftigten Personen der Anzahl Personen, die als solche in dem Fusionsbericht oder Umstrukturierungsbericht erwähnt werden.

Verwaltete Wohnungen:

- Weniger als 500 verwaltete Wohnungen: 0,25
- Zwischen 500 und 1 000 verwaltete Wohnungen: 0,5
- Zwischen 1 000 und 2 000 verwaltete Wohnungen: 0,75
- Mehr als 2 000 verwaltete Wohnungen: 1.

Die in Betracht kommende Anzahl verwalteter Wohnungen ist diejenige die in den letzten, von der "Société wallonne" validierten Verwaltungsindikatoren zum Vorschein kommt.

Im Falle einer Fusion oder Umstrukturierung einer Gesellschaft, die nach dem 31. Dezember 2005 stattgefunden hat, entspricht die Anzahl der in Bezug genommenen verwalteten Wohnungen der Anzahl Wohnungen, die als solche in dem Fusionsbericht oder Umstrukturierungsbericht erwähnt werden.

Gesamtbetrag der Punkte:

Die von der Gesellschaft aufgrund der 4 Parameter erhaltenen Punkte werden summiert. Das Ergebnis für jede Gesellschaft, zwischen 1 und 4, ermöglicht die Festlegung des mit der Gesellschaft verbundenen Höchstbetrags der Bezüge und Anwesenheitsgelder.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 über den Höchstbetrag und die Gewährungsbedingungen der Anwesenheitsgelder zugunsten der Mitglieder der Verwaltungsorgane, und der Bezüge des Vorsitzenden und eines stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 30. August 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 3820

[2007/202796]

30 AUGUSTUS 2007. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het maximumbedrag en de voorwaarden tot toekenning van presentiegeld aan de leden van de beheersorganen en van de bezoldiging van de voorzitter en een ondervoorzitter van de raad van bestuur van een openbare huisvestingsmaatschappij

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, ingesteld bij het decreet van 29 oktober 1998, inzonderheid op artikel 148^{quater}, zoals ingevoegd bij het decreet van 23 november 2006 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode;

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, gecoördineerd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004, bekrachtigd bij het decreet van 27 mei 2004 houdende codificatie van de wetgeving op de plaatselijke besturen;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 10 april 1992 houdende coördinatie van de wettelijke bepalingen betreffende de inkomstenbelastingen;

Gelet op het advies nr. 43.331/2/V van de Raad van State, gegeven op 18 juli 2007, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de leden van de beheersorganen van de openbare huisvestingsmaatschappijen bezoldigd moeten worden overeenkomstig de beginselen die de Waalse Regering op 1 maart 2007 aangenomen heeft voor de bezoldigingen van afgeleide mandaten;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1^o Code : de Waalse Huisvestingscode;

2^o Minister : de Minister van Huisvesting,

3^o Waalse maatschappij : de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij);

4^o maatschappij : de openbare huisvestingsmaatschappij.

HOOFDSTUK II. — *Presentiegeld toegekend aan de leden van de raad van bestuur en van de overige beheersorganen, alsook aan de voorzitter en aan een ondervoorzitter van de raad van bestuur*

Afdeling 1. — Presentiegeld toegekend aan de leden van de raad van bestuur en van de overige beheersorganen

Art. 2. § 1. Het bedrag van het presentiegeld dat door de algemene vergadering van de maatschappij aan de bestuurders wordt toegekend voor het bijwonen van een vergadering van de raad van bestuur mag krachtens artikel L 2212-7, tweede en derde lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie niet hoger zijn dan het bedrag van het presentiegeld van een provincieraadslid.

§ 2. Onverminderd de toepassing van het tweede lid van deze paragraaf, mag bovenop het presentiegeld geen voordeel in natura aan de bestuurders toegekend worden.

Voor de toepassing van dit artikel worden niet als voordelen in natura beschouwd de verzekering die de maatschappij aangaat ter dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid, rechtsbijstand inbegrepen, die voor de persoonlijke rekening is van de bestuurders tijdens de normale uitoefening van hun functie, alsook de all-riskverzekering die de maatschappij aangaat ter dekking van de risico's gelopen door de leden van de raad van bestuur die in het raam van hun functies hun eigen voertuig gebruiken voor verplaatsingen waarmee het bevoegde orgaan instemt.

Art. 3. § 1. De algemene vergadering kan presentiegeld toekennen aan de leden van een ander beheersorgaan dan de raad van bestuur, met inbegrip van de leden aangewezen door de raad van bestuur om deel uit te maken van het comité voor de toekenning van woningen.

§ 2. Dat presentiegeld mag niet meer bedragen dan het bedrag van het presentiegeld toegekend krachtens artikel 2 van dit besluit.

Art. 4. § 1. Onverminderd de toepassing van § 2 van dit artikel, kan een presentiegeld toegekend worden per vergadering die een bestuurder bijwoont.

De aanwezigheid van elk lid wordt geacteerd in de notulen van de vergadering.

§ 2. Er kan slechts één presentiegeld per dag aan hetzelfde lid toegekend worden, ongeacht het soort en het aantal vergaderingen die hij bijgewoond heeft.

Afdeling 2 — Presentiegeld toegekend aan de voorzitter en aan een ondervoorzitter van de raad van bestuur

Art. 5. De algemene vergadering van de maatschappij kan presentiegelden aan de voorzitter en aan een ondervoorzitter toekennen overeenkomstig de artikelen 2 tot 4 en 6 tot 8 van dit besluit.

HOOFDSTUK III — *Bezoldiging en presentiegeld toegekend aan de voorzitter*

Art. 6. § 1. Het brutojaarbedrag van de bezoldiging en presentiegelden die de algemene vergadering aan de voorzitter van de raad van bestuur toekent mag niet hoger zijn dan het maximumbedrag vermeld in onderstaande tabel. De maximumbedragen van de bezoldiging en presentiegelden resulteren uit de optelling van de punten volgens de berekeningsparameters en -methode die in de bijlage bij dit besluit vastliggen :

Parameters van de maatschappij	Maximumbedrag van de bezoldiging en presentiegelden
van 1 tot 1,5	7.141 EUR
van 1,75 tot 2,25	10.711 EUR
van 2,5 tot 3	14.282 EUR
van 3,25 tot 3,75	17.852 EUR
4	21.422 EUR

De maximumbedragen van de bezoldiging en presentiegelden worden gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer, overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Ze worden gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990. De bezoldiging en presentiegelden worden maandelijks betaald.

§ 2. De maximumbedragen bedoeld in § 1 omvatten de waarde van de voordelen in natura in de zin van de artikelen 31, tweede lid, 2^o, en 36 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en de desbetreffende toepassingsbesluiten.

Voor de toepassing van dit artikel worden niet als voordelen in natura beschouwd de verzekering die de maatschappij aangaat ter dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid, rechtsbijstand inbegrepen, die voor de persoonlijke rekening is van de bestuurders tijdens de normale uitoefening van hun functie, alsook de all-riskverzekering die de maatschappij aangaat ter dekking van de risico's gelopen door de leden van de raad van bestuur die in het raam van hun functies hun eigen voertuig gebruiken voor verplaatsingen waarmee het bevoegde orgaan instemt.

HOOFDSTUK IV. — *Bezoldiging en presentiegelden toegekend aan de ondervoorzitter*

Art. 7. De algemene vergadering van de maatschappij mag slechts aan één ondervoorzitter van de raad van bestuur een bezoldiging toekennen.

Art. 8. Het brutojaarbedrag van de bezoldiging en presentiegelden die de algemene vergadering aan de ondervoorzitter toekent mag niet hoger zijn dan de helft van het bedrag van de bezoldiging en presentiegelden die ze aan de voorzitter van de raad van bestuur toekent.

De bepalingen van artikel 6, § 1, tweede en derde lid, en § 2, zijn van toepassing.

HOOFDSTUK V. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 9. Voor de periode waarin de door de Regering aangewezen bijzondere commissaris de plaats inneemt van de organen van de maatschappij is geen bezoldiging verschuldigd aan de voorzitter en de ondervoorzitter.

Art. 10. Als een bestuurder de voorzitter of ondervoorzitter vervangt gedurende een onafgebroken termijn van minstens één maand, geniet hij de bezoldiging bedoeld in artikel 6 of 8 van dit besluit.

De voorzitter of ondervoorzitter die langer dan een maand onafgebroken afwezig is, komt, per maand afwezigheid vanaf de tweede maand, niet in aanmerking voor de bezoldiging die hem overeenkomstig artikel 6 of 8 van dit besluit toegekend wordt.

Art. 11. Indien door de toekenning van de bezoldiging bedoeld in de artikelen 6 en 8 of van het presentiegeld bedoeld in de artikelen 2 en 3, andere wettelijke of reglementaire bezoldigingen, vergoedingen of uitkeringen ingeperkt of afgeschaft worden, kan de algemene vergadering het bedrag van de bezoldiging of van het presentiegeld van betrokken persoon verlagen. In geval van wijziging van zijn geldelijke toestand kan betrokkene de algemene vergadering verzoeken om de herziening van de vermindering van zijn bezoldiging of presentiegelden.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 13. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 augustus 2007

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

BIJLAGE

Berekeningsmethode bedoeld in artikel 5

Voor elke parameter krijgt de maatschappij punten.

Bediende bevolking :

- Bevolking van 0 tot 75 000 inwoners : 0,25
- Bevolking van meer dan 75 000 tot 250 000 inwoners : 0,5
- Bevolking van meer dan 250 000 tot 450 000 inwoners : 0,75
- Bevolking van meer dan 450 000 inwoners : 1.

De in overweging genomen bevolkingscijfers zijn de cijfers die door de Waalse Regering zijn vastgelegd overeenkomstig artikel L 1121-3, derde lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Als een gemeente door verschillende maatschappijen bediend wordt, wordt aan elke maatschappij fictief een aantal inwoners toegewezen, waarbij de bevolkingscijfers van de gemeente gewogen worden met het aantal woningen beheerd door elke maatschappij.

Bijvoorbeeld als een gemeente 1 000 inwoners telt en tegelijkertijd ressorteert onder de maatschappij A (30 beheerde woningen) en de maatschappij B (20 beheerde woningen), krijgt de maatschappij A fictief een bediende bevolking van 600 inwoners toegewezen en de maatschappij B een bediende bevolking van 400 inwoners.

Omzetcijfer :

- Omzetcijfer van 0 tot 2.750.000 EUR : 0,25
- Omzetcijfer van meer dan 2.750.000 EUR tot 15.500.000 EUR : 0,5
- Omzetcijfer van meer dan 15.500.000 EUR tot 55.500.000 EUR : 0,75
- Omzetcijfer van meer dan 55.500.000 EUR : 1.

Het in overweging genomen omzetcijfer (rekening 70) is het omzetcijfer opgenomen in de laatste jaarrekeningen die bij de Nationale Bank zijn neergelegd en die door de "Société wallonne" zijn gevalideerd.

In geval van fusie resulteren de in overweging genomen cijfers uit de optelling van de omzetcijfers van de betrokken maatschappijen.

Tewerkgesteld personeel :

- Minder dan 10 tewerkgestelde personen : 0,25
- Meer dan 10 à 40 tewerkgestelde personen : 0,5
- Meer dan 40 à 250 tewerkgestelde personen : 0,75
- Meer dan 250 tewerkgestelde personen : 1.

Het aantal tewerkgestelde personen wordt in voltijds equivalenten berekend.

Het in overweging genomen aantal tewerkgestelde personen is het aantal dat voorkomt in de meest recente beheersindicatoren die door de "Société wallonne" zijn gevalideerd.

Als een maatschappij het voorwerp is geweest van een fusie of herstructurering na 31 december 2005, is het in overweging genomen aantal tewerkgestelde personen het aantal dat opgenomen is in het fusie- of herstructureringsverslag.

Beheerde woningen :

- Minder dan 500 beheerde woningen : 0,25
- Tussen 500 en 1 000 beheerde woningen : 0,5
- Tussen 1 000 en 2 000 beheerde woningen : 0,75
- Meer dan 2 000 beheerde woningen : 1.

Het in overweging genomen aantal beheerde woningen is het aantal dat voorkomt in de meest recente beheersindicatoren die door de "Société wallonne" zijn gevalideerd.

Als een maatschappij het voorwerp is geweest van een fusie of herstructurering na 31 december 2005, is het in overweging genomen aantal beheerde woningen het aantal dat opgenomen is in het fusie- of herstructureringsverslag.

Puntentotaal :

De punten verkregen door de maatschappij op grond van de 4 parameters worden opgeteld. Het maximumbedrag van de bezoldiging en presentiegelden kan bepaald worden op grond van het resultaat van elke maatschappij (van 1 tot 4).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 betreffende het maximumbedrag en de voorwaarden tot toekenning van presentiegeld aan de leden van de beheersorganen en van de bezoldiging van de voorzitter en van een ondervoorzitter van de raad van bestuur van een openbare huisvestingsmaatschappij.

Namen, 30 augustus 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 3821

[C - 2007/31395]

12 JUILLET 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 octobre 2000 portant création de la Commission régionale de la Mobilité

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 1993 relatif à la Commission Régionale de Développement;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 3821

[C - 2007/31395]

12 JULI 2007. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 oktober 2000 tot oprichting van de Gewestelijke Mobiliteitscommissie

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 22 november 1990 betreffende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 4 februari 1993 betreffende de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie;